

s'obtiennent à partir des règles du PCG (BOFiP-CVAE-BASE-20-§ 1-07/09/2016 ; voir RF 1076, § 2120), mais l'administration refuse toute déduction des charges de mécénat pour le calcul de la valeur ajoutée (voir RF 1076, § 2145).

RF 1076, § 2145

### Minoration de la redevance audiovisuelle pour les chambres d'hôtes

Rép. Vigier n° 6364, JO 15 mai 2018, AN quest. p. 4066

Le Ministre de l'action et des comptes publics admet que les exploitants de chambres d'hôtes bénéficient, comme les exploitants d'hôtels de tourisme, de la minoration de 25 % de la contribution à l'audiovisuel public (ex-redevance audiovisuelle).

En effet, les hôtels de tourisme dont la période d'activité annuelle n'excède pas 9 mois bénéficient d'une minoration de 25 % sur la contribution à l'audiovisuel public (CGI art. 1605 ter.1°.b). Ils peuvent justifier du bénéfice de cette minoration par tout moyen, en particulier par la fourniture de l'arrêté préfectoral portant les mentions de saisonnalité, de la déclaration de CFE ou d'un extrait du registre du commerce et des sociétés précisant l'activité saisonnière (BOFiP-TFP-CAP-20-§ 40-05/05/2015).

Afin de placer les exploitants de chambres d'hôtes dans une situation identique à celle des exploitants d'hôtels de tourisme, il est donc admis de leur appliquer cette minoration, sous réserve qu'ils soient en mesure de justifier d'une période d'activité n'excédant pas la même période de 9 mois.

### → Amende fiscale pour défaut de déclaration de comptes à l'étranger

CAA Paris 3 mai 2018, n° 16PA03544

L'obligation de déclaration des comptes ouverts, utilisés ou clos détenus à l'étranger concerne les comptes ouverts auprès de toute personne, de droit privé ou public,

recevant habituellement en dépôt des valeurs mobilières, titres ou espèces (CGI art. 1649 A ; voir RF 1093, § 2506). Il n'y a pas lieu de distinguer le motif de l'ouverture de ces comptes ou leur nature.

Ainsi, encourt l'amende fiscale pour défaut de déclaration (CGI art. 1736, IV ; voir RF 1093, § 2506) la SCI qui détient un compte ouvert à son nom auprès d'une banque suisse, même si ce compte n'est qu'un compte d'appui servant exclusivement au remboursement de l'emprunt qu'elle avait contracté et, selon le contribuable, qu'il ne pouvait pas être regardé comme un compte recevant habituellement des fonds en dépôt.

Ces circonstances sont sans incidence sur l'obligation déclarative, dès lors que le compte ouvert au nom de la SCI dans les

### → CONFÉRENCE DE L'IACF

La Commission TVA et la Commission Droit douanier de l'Institut des Avocats Conseils Fiscaux (IACF) organise

le **mardi 12 juin 2018**, de 14 h 30 à 18 h, une Grande conférence sur le thème :

« **Actualité Douane et TVA** »

à La Maison du Barreau, 2 rue Harlay, 75001 Paris.

Conférence animée par Thérèse-Anne Amy, Elisabeth Ashworth, Stéphane Chasseloup, Emmanuel Cotessat, Olivier Galerneau, Gwenaél Gauthier, Véronique Lenoir, José Manuel Moreno, Denis Redon, Stanislas Roquebert et Thierry Vialaneix, Avocats membres de l'IACF.

Avec la participation de Rodolphe GINTZ, Directeur général des douanes et droits indirects, Vincent PETIT, Chef du Bureau D1 et Michel GIRAUDDET, Adjoint au chef du bureau D2 à la Direction de la législation fiscale.

**Renseignements et inscriptions** auprès de Fabienne Derrien, IACF, 9 rue du Chevalier Saint-George, 75008 Paris – Tél. : 01 42 60 10 18 – Email : [fabienne.derrien@iacf.fr](mailto:fabienne.derrien@iacf.fr)

Programme et bulletin d'inscription sont disponibles sur le site « [www.iacf.fr](http://www.iacf.fr) ».

comptes d'un établissement suisse recevant habituellement en dépôt des valeurs mobilières, titres ou espèces, était un compte bancaire utilisé en vue du remboursement du prêt souscrit auprès de cette banque.

RF 1093, § 2506

## → SOCIAL

### La charte du cotisant contrôlé est actualisée

Arrêté du 9 avril 2018, JO 16 mai, texte 18.

Opposable aux URSSAF depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la charte du cotisant contrôlé, élaborée dans l'optique d'améliorer les relations avec les usagers, présente à la personne contrôlée la procédure de contrôle et les droits dont elle dispose pendant son déroulement et à son issue (c. séc. soc. art. R. 243-59).

Cette charte est actualisée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 au regard des nouveautés introduites par un décret du 9 mars 2018 en matière de majorations de retard dues pour paiement tardif des cotisations (voir FH 3734, § 1-1). Elle prend ainsi en compte :

- la baisse du taux des majorations de retard complémentaire, passé de 0,4 % à 0,2 % ;
- la mise en place d'un taux de majoration de retard complémentaire de 0,1 % lorsque les cotisations et contributions faisant l'objet du redressement sont payées dans les 30 jours suivant l'émission de la mise en demeure.

Rappelons que l'avis de contrôle obligatoirement adressé au cotisant avant la mise en œuvre du contrôle par les agents de l'URSSAF doit faire état de l'existence de la charte, préciser l'adresse électronique où elle est consultable et indiquer qu'elle est adressée au cotisant sur sa demande.

Le nouveau modèle de charte est disponible sur le site du réseau des URSSAF ([www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)).

RF 2017-5, § 352

### Emploi des personnes handicapées : les nouvelles aides financières de l'AGEFIPH

Communiqué de presse AGEFIPH du 23 avril 2018 ; [www.agefiph.fr](http://www.agefiph.fr)

Depuis le 23 avril 2018, l'AGEFIPH propose aux employeurs une nouvelle offre de services et d'aides financières pour faciliter l'embauche ou le maintien dans l'emploi de salariés en situation de handicap. Avec cette offre, qui se veut plus simple et plus lisible, l'AGEFIPH entend mieux répondre et s'adapter aux besoins non seulement des personnes handicapées, quels que soient leur âge et leur statut, mais aussi des entreprises, en intégrant de façon continue des innovations.

Les aides financières à l'embauche sont désormais au nombre de quatre :

- une aide à l'embauche en contrat d'apprentissage (3 000 € maximum) ;
- une aide à l'embauche en contrat de professionnalisation (4 000 € maximum) ;
- une aide à l'accueil, à l'intégration et à l'évolution professionnelle pour une embauche en CDI ou en CDD de plus de 6 mois (3 000 € maximum) ;
- une aide à l'adaptation des situations de travail, pour prendre en charge, par exemple, les frais liés à l'aménagement de poste, l'interprétariat, le tutorat, la transcription braille ou les logiciels spécifiques (le montant de l'aide est fixé au regard de la situation de la personne handicapée concernée).

L'AGEFIPH propose aussi trois aides financières visant plus spécifiquement à faciliter le maintien dans l'emploi des salariés handicapés :

- une aide à la recherche de solutions pour le maintien dans l'emploi (2 000 €) ;
- une aide à l'emploi des travailleurs handicapés indexée sur le SMIC, qui vise à compenser les surcoûts pérennes induits par le handicap d'une personne à son poste de travail, après aménagement optimal de celui-ci ;
- une aide à la formation, dont le montant est déterminé en fonction du coût du projet